

UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



Discours de S.E. Dr. Ikililou DHOININE, Président de l'Union des Comores

**Débat Général de la 67^{ème} session
de l'Assemblée Générale des
Nations Unies**

New York, 27 septembre 2012

Vérifier au prononcé

- **Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée,**
- **Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Honorable assistance,**

Permettez-moi, tout d'abord, d'adresser mes chaleureuses félicitations à Son Excellence Monsieur Vuk Jeremic, Ministre des Affaires Etrangères de la Serbie, pour son élection à la présidence de notre Assemblée.

Je voudrais lui dire tout le plaisir de l'Union des Comores, de le voir présider nos travaux et lui assurer du soutien entier de la délégation comorienne, dans l'accomplissement de son mandat.

Je rends également un vibrant hommage à Monsieur Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Représentant permanent de l'Etat du Qatar, qui a précédemment assumé cette Présidence avec sagesse, compétence et détermination, et qui a su œuvrer en faveur du renforcement du rôle de l'Assemblée Générale.

Je voudrais, enfin, féliciter notre Secrétaire Général, Son Excellence Monsieur Ban Ki-Moon, pour la clairvoyance avec laquelle il conduit notre Organisation et pour les initiatives louables qu'il déploie, en permanence, en faveur du respect des principes et des idéaux de sa Charte et notamment la consolidation de la paix et de la stabilité, pour plus de développement.

Monsieur le Président,

Comme ce fut le cas l'année dernière, notre Assemblée Générale se tient, cette fois encore, dans un contexte mondial global incertain.

Ce climat est marqué par des crises multiformes qui sont autant de défis énormes lancés à notre Institution.

En effet, elle se déroule à un moment où l'un des membres de notre famille onusienne, la Syrie, est déchiré par une guerre fratricide qui ne cesse de s'aggraver, faisant ainsi planer une sérieuse menace à la paix, aussi bien pour la région que pour le monde, en raison de la position géopolitique stratégique de ce pays.

La démission du médiateur de l'ONU et de la Ligue des Etats Arabes, l'ancien Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur Koffi Annan, confirme si besoin était, la complexité de la gestion de ce conflit Syrien.

Aussi, faut-il agir, sans plus tarder, pour mettre fin à la terrible souffrance du peuple frère syrien et sauver ce qui reste, de ses infrastructures diverses.

La cause palestinienne, elle aussi, nous interpelle tout autant.

En effet, depuis des décennies, elle attend une solution juste et durable, dans notre volonté partagée d'asseoir ensemble, les bases solides d'un monde de paix et de prospérité.

Ainsi, l'Union des Comores réitère ici, son soutien, plein et entier, au peuple palestinien et fait sienne la formule d'un Etat palestinien membre à part entière du Concert des Nations, vivant côte à côte et en parfaite sécurité, avec l'Etat d'Israel.

La situation qui prévaut dans le Nord du Mali reste également très préoccupante.

Les attaques perpétrées contre les populations civiles de cette région, les atteintes graves aux droits de l'homme, les obstacles dressés à l'accès humanitaire, la destruction et le pillage des lieux saints et des sites religieux, historiques, culturels, sont des actes barbares contraires aux principes de l'Islam.

C'est pourquoi, mon pays soutient l'engagement de la CEDEAO, en relation avec l'Union Africaine et les Nations Unies, pour mettre fin à ces exactions qui n'ont que trop durées.

Il ne faudrait, toutefois, pas perdre de vue que pendant que certains prouvent le fanatisme et l'extrémisme, l'Islamophobie prend, elle aussi, une ampleur inquiétante.

En effet, la diffusion du film « **l'Innocence des Musulmans** », a suscité dans le monde, des vagues d'indignation et de nombreuses manifestations.

Plusieurs millions de croyants se sont sentis insultés et blessés dans leur foi.

Cependant, ces protestations contre les insultes inqualifiables dont l'Islam, les Musulmans et le Prophète Muhammad, Paix et Salut sur Lui, sont l'objet, ne peuvent justifier la violence dirigée contre les Chancelleries occidentales, dans de nombreux pays.

Ainsi, mon pays condamne les attaques terroristes qui, à Bengazi en Libye, ont causé la perte de l'Ambassadeur américain, Christ Stevens et certains de ses collaborateurs.

Je saisis cette opportunité pour renouveler au peuple américain et aux familles éprouvées, les sincères condoléances du peuple et du Gouvernement comoriens.

Les nombreux foyers de tension encore actifs partout dans le monde, la violation des droits humains fondamentaux, le développement de la piraterie et la montée du terrorisme militent pour une réforme, en urgence et en profondeur, du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Ainsi, mon pays réitère son soutien à la position de l'Union Africaine sur la nécessité d'une réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour une meilleure représentativité de la Communauté internationale et pour plus d'efficacité dans le règlement et la gestion des conflits.

Monsieur le Président,

Voilà une dizaine d'années, que mon pays s'est résolument engagé dans la voie de la démocratie et souhaite apporter sa contribution aux efforts de promotion d'un monde de paix, de sécurité, de justice et d'équité.

Voilà pourquoi, je me suis engagé, depuis mon accession à la Magistrature Suprême, à ne ménager aucun effort, en vue de promouvoir l'état de droit et la bonne gouvernance en Union des Comores.

Aussi, outre la mise en place de toutes les institutions prévues par notre Constitution, notamment la Cour Suprême, j'ai accordé une priorité majeure à la lutte contre la corruption.

De même, une loi anti-corruption est dorénavant promulguée et une commission nationale de lutte et de prévention contre la corruption est actuellement en place et à pied d'oeuvre.

Dans ce registre, je remercie l'Union Européenne qui, par son assistance et son expertise, nous a permis d'élaborer le Document de Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption.

Monsieur le Président,

Cette année encore, la crise économique et financière mondiale est au coeur du débat général de notre session.

Cette crise est venue mettre en évidence, la nécessité urgente d'une gouvernance économique mondiale fondée sur les valeurs de responsabilité, d'équité et de solidarité.

Cette crise a révélé, aux yeux du monde, l'urgence d'une réforme en profondeur des institutions financières internationales.

Les répercussions de cette crise se font de plus en plus sentir surtout dans les pays en développement où la hausse des prix des produits de première nécessité menace la paix et la stabilité.

Cette crise est aussi venue accentuer les problèmes liés à l'énergie, moteur de tout développement socio-économique, limitant notre capacité à promouvoir le développement à travers les investissements.

Un autre défi majeur auquel nos pays sont confrontés reste la question des changements climatiques.

Nous devons réagir efficacement face à ce phénomène qui affecte la planète entière et, tout particulièrement, les Petits Etats Insulaires, comme l'Union des Comores.

Permettez-moi de souligner ici que mon pays a connu, en avril dernier, des pluies torrentielles d'une rare violence qui se sont, deux semaines durant, abattues sur nos îles, causant ainsi des dégâts aux conséquences désastreuses pour la population et l'économie nationale.

En effet, dix pour cent de la population a été affectée, ce qui est considérable pour un pays peu peuplé comme les Comores.

Je voudrais, donc, au nom de l'ensemble du peuple comorien et de mon Gouvernement, remercier tous les partenaires et amis qui ont bien voulu nous apporter une aide humanitaire, en urgence, pour nous aider à faire face à cette situation dramatique.

Ces intempéries, sans précédent, ont conduit mon Gouvernement à procéder, avec l'appui et le soutien de la Communauté internationale, à l'élaboration d'un Plan de Relèvement Précoce.

Ce plan permettra de mieux venir en aide aux personnes sinistrées et remettre en état les infrastructures dévastées, sur l'étendue du territoire national.

Ce Plan qui présente les interventions destinées à rétablir la situation sur une période de 6 à 12 mois, a été lancé lors d'une Table Ronde tenue le 05 septembre 2012 à Pretoria, en Afrique du Sud, avec l'appui fraternel de la République d'Afrique du Sud, pays Frère et Ami des Comores.

Ainsi, je voudrais faire appel, à vous tous, chers amis ici, présents pour que vous nous apportiez votre assistance dans le financement de ce Plan de Relèvement Précoce évalué à près de 18 millions de dollars américains.

Cela permettra à mon pays de mieux faire face à la situation présente et de mieux se préparer pour l'avenir.

Monsieur le Président,

Le temps est venu de relancer avec plus de détermination plusieurs dossiers en suspens au niveau international, notamment en favorisant les mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques et en rendant opérationnel le Fonds de Copenhague pour le climat.

Nous devons honorer les engagements pris en faveur des Pays du Sud en mettant en œuvre, entre autres, les accords sur les émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts ainsi qu'un accord global sur les changements climatiques.

De même, il nous faut respecter le protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et enfin, tout mettre en œuvre pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Aussi, face à tous ces défis, les uns tout aussi importants que les autres, je lance un appel pressant à l'endroit des pays les plus développés pour que les mécanismes mis en place pour résorber la crise en Europe notamment, s'applique aussi aux pays les plus fragiles, pour

prévenir des conséquences plus fâcheuses, sachant notamment que nos pays dependent des apports financiers de nos diasporas.

Dans cette perspective, mon pays qui, actuellement bénéficie du Programme de facilité de crédits élargis du FMI, espère parvenir en décembre de cette année 2012, au point d'achèvement de l'initiative en faveur des petits pays très endettés.

C'est dire que le nouvel ordre économique-mondial, basé sur des principes partagés, d'équité, de transparence et de prospérité que nous appelons de nos vœux s'impose pour une resorbtion réelle et dynamique de la crise qui frappe le monde.

L'Afrique attend avec impatience l'avènement de ce nouvel ordre pour concrétiser l'intégration économique et sociale et s'inscrire résolument sur la voie du développement durable.

Monsieur le Président,

Pour conclure et pour ce qui a trait à la stabilité de mon pays, je lance, une fois encore, devant cette auguste Assemblée, un appel à la France, pour qu'un dialogue franc et sincère soit enfin instauré entre nos deux pays, à tous égards liés, sur la question de l'île comorienne de Mayotte.

Il est de plus en plus évident que le fait que Mayotte soit restée sous administration française constitue une menace pour la paix et la stabilité des trois autres îles comoriennes, cette paix qui reste le socle de la liberté et de la prospérité.

Il n'est un secret pour personne que cette île a toujours servi de base arrière aux détracteurs des Comores qui ne souhaitent pas voir notre pays aller de l'avant en dépit de ses énormes potentiels.

Par ailleurs, cette année 2012 finissant a été pour mon peuple l'une des plus dramatiques.

Des hommes, des femmes et des enfants, à bord d'embarcations de fortune appelées « KWASSA KWASSA » ont péri dans le bras de mer séparant les îles comoriennes d'Anjouan et de Mayotte, en raison du visa que la France a imposé aux îles d'Anjouan, Grande Comores et Mohéli.

Cette situation douloureuse et inacceptable qui dure depuis des décennies ne peut laisser indifférente cette Assemblée planétaire qui a choisi pour thème cette année le règlement des conflits par des moyens pacifiques et le respect de l'état de droit à l'échelle nationale et internationale.

J'espère, par conséquent, que la France saura honorer ses engagements de pays respectueux du droit international.

J'espère, enfin, qu'elle répondra positivement à notre appel pressant pour qu'ensemble nous trouvions une solution propice au retour de Mayotte dans son giron naturel, qui reste l'Union des Comores.

C'est ainsi, qu'on mettra fin au drame humanitaire et qu'on pourra garantir une stabilité durable à mon pays.

C'est par la résolution définitive de ce contentieux qui n'a que trop duré que la France pourra contribuer aux efforts en cours, en vue de favoriser l'intégration régionale et sauvegarder ainsi les intérêts de cette région de l'Océan Indien que nous voulons bâtir ensemble, dans la stabilité et la paix.

Je vous remercie.